



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Samedi 1^{er} août.

Kinshasa: 8 000 enfants de moins de 18 ans dotés des actes de naissance. Environ huit mille enfants âgés de 0 à 17 ans ont reçu leurs actes de naissance, vendredi 31 juillet, au cours d'une cérémonie organisée dans les communes de Kimbanseke et Masina, à Kinshasa. Save the children et une dizaine d'autres organisations, défendant les droits de l'enfant ont, pendant six mois, mené des opérations d'identification pour faciliter l'obtention des jugements supplétifs et d'actes de naissance en faveur de ces enfants « litigieux » dans ces deux communes. Le responsable de Save the children, Bernard Ngamo s'est félicité de cette action : «On est vraiment allé au-delà de nos résultats parce que le travail de sensibilisation abattu à la base a été exceptionnel ». Les experts de l'état civil de Kinshasa indiquent qu'un enfant sur dix est enregistré par naissance. (Radio Okapi)

Maniema: près de 200 maisons détruites après une pluie à Lubile. Près de deux cents maisons ont été détruites, après une forte pluie qui s'est abattue, vendredi 31 juillet, dans la localité de Lubile, située à 145 km au Nord de Kindu (Maniema). Le chef de ce village, Weka N'kola, qui l'a affirmé le même jour à Radio Okapi, indique que parmi les maisons endommagées, on compte huit églises et six écoles. Il invite les autorités et personnes de bonne volonté à assister les sinistrés.

Uvira : les réfugiés burundais plaident pour la construction d'une école à Lusenda. Les réfugiés burundais regroupés dans le camp de Lusenda, en territoire de Fizi (Sud-Kivu) plaident pour la construction d'une école en faveur de leurs enfants. Leur président, Faustin Niyibizi a fait ce plaidoyer vendredi 31 juillet, à l'occasion de la première visite du représentant spécial du secrétaire général des nations unies en RDC, Martin Kobler.

Élections des gouverneurs : Mwenze Kongolo dénonce « une violation de la Constitution ». Le président des patriotes kabilistes, Mwenze Kongolo, dénonce la violation de la Constitution par les autorités congolaises dans l'organisation des élections des gouverneurs et vice-gouverneurs de nouvelles provinces issues du découpage. Au cours d'un point de presse qu'il a organisé vendredi 31 juillet à Lubumbashi (Haut-Katanga), il dit ne pas comprendre comment ces gouverneurs seront élus par les députés provinciaux qui sont fin mandat. Pour lui, il s'agit tout simplement d'une violation de la Constitution. Il soutient que les députés provinciaux qui ont dépassé leurs mandats n'ont plus droit à jouer un quelconque rôle dans ce processus. « Nous demandons que les gens soient patients et qu'on organise d'abord les élections provinciales avant de penser à celles des gouverneurs », a proposé le président des patriotes kabilistes, un parti politique de l'opposition. L'élection des gouverneurs des vingt-et-une nouvelles provinces se tiendra le 6 octobre 2015 et non plus le 31 août comme publié initialement. Le dépôt des candidatures est quant à lui prolongé au 21 août. (Radio Okapi)

RDC : le Sénat rejette la loi portant répartition des sièges. Le Sénat a rejeté, vendredi 31 juillet, la loi portant répartition des sièges pour les élections locales et municipales. D'après le président de la commission Politique, administrative et juridique, Sébastien Adambu, ce texte présenté comme annexe à la loi électorale n'a pas été adopté par défaut de quorum de vote.

Libération de deux soldats congolais arrêtés au Rwanda. Deux militaires des Forces armées de la RDC appréhendés récemment par des militaires rwandais au niveau de la frontière de deux pays, ont été relâchés samedi 1er août. Il s'agit de l'adjudant de deuxième classe, Bubezi Christophe du 312e bataillon commando et le premier Sergent, Boly Joseph de l'ex- 802e régiment. Ils ont été rapatriés le même jour à Goma au Nord-Kivu, selon les sources du Mécanisme conjoint de vérification élargi de la Conférence internationale pour la région des Grands lacs.

Ituri : l'Unadi organise une conférence sur la paix et le développement durable. L'Union nationale des associations culturelles pour le développement de l'Ituri, (Unadi) annonce la tenue prochaine d'une conférence sur la paix et le développement durable de cette nouvelle province. Le président de cette structure, Pr Bungishabaku Kato, a affirmé samedi 1er août, que cette rencontre vise à interpeller les décideurs politiques sur certaines antivaleurs constantes dans leurs chefs. Cette organisation de la société civile estime qu'il ne faut plus laisser les hommes politiques décider seuls du sort de cette province. La fin de ces assises sera sanctionnée par l'élaboration d'un cahier de charge à soumettre au nouveau gouverneur qui sera élu, a indiqué le Pr Bungishabaku Kato. (Radio Okapi)

RDC : la DGDA a réalisé un milliard USD de recettes en 6 mois. La Direction générale des douanes et accises (DGDA) a réalisé 1 028 579 916 USD au premier semestre 2015. Ce montant a été communiqué vendredi 31 juillet à Kinshasa à la clôture de la 10e session des directeurs de cette régie financière. Pour le directeur général de la DGDA, Déo Rwigiza, les recettes mobilisées dépassent entre janvier et juin 2015 dépassent celles du premier semestre de 2014 qui ont été de l'ordre de 976 168 200 USD.

Dimanche 2 août.

Mbandaka: baisse d'insécurité dans la ville. Des habitants des quartiers Plateau, Bokotola, Mbandaka III, Mbandaka I, Bralima, à Mbandaka (Equateur) témoignent de la baisse, depuis trois jours, d'insécurité et de psychose dans la ville. Dans un entretien accordé, samedi 1er août, à Radio Okapi, ces habitants attribuent l'embellie de la situation sécuritaire aux patrouilles mixtes FARDC-PNC, instaurées par le commandant 13e Région militaire, Johnny Luboya.

Une ONG appelle à la cohésion des Ituriens. L'Union des associations culturelles pour le développement de l'Ituri (Unadi) invite les filles et fils de cette nouvelle province à s'asseoir autour d'une table pour réfléchir sur l'avenir de leur entité. Cette structure a lancé son appel dans une déclaration faite, samedi 1er août, à Bunia, chef-lieu de l'Ituri.

Lubumbashi: la Snel dénonce la destruction de ses pylônes. La direction provinciale de la Société nationale d'électricité (Snel) au Haut-Katanga accuse un groupe de briquetiers de creuser des ravins et trous qui menacent de faire écrouler ses pylônes hautes tensions, à Lubumbashi. Une équipe mixte, composée du directeur provincial de cette société au Haut-Katanga, Fridolin Nkumbu Ilunga et du parquet de Lubumbashi, est descendue, samedi 1er août, sur ce terrain pour se rendre compte de cette situation.

Bas-Uele: élection du bureau définitif de l'Assemblée provinciale. Les membres du bureau définitif de l'Assemblée provinciale du Bas-Uélé ont été élus, samedi 1er août, au cours d'une plénière tenue à Buta, chef-lieu de cette nouvelle province. Ce bureau est présidé par Eddy-Pascal Sinango, secondé par Gilbert Mokoto à la vice-présidence ainsi que d'Alfred Mongwe et Godelive Anina, désignés respectivement rapporteur et rapporteur-adjoint. Le poste de questeur est confié à Joséphine Tshausiku. Par cette élection, l'Assemblée provinciale du Bas-Uele a ainsi épuisé les trois points inscrits à l'ordre du jour de la session extraordinaire, convoquée depuis le 27 juillet dernier. Il s'agit de la validation des mandats des députés provinciaux, l'adoption du règlement intérieur et l'élection du bureau définitif de cette institution. En attendant l'installation de ce bureau définitif, les députés provinciaux du Bas-Uélé, ont transmis leur règlement intérieur à la Cour constitutionnel pour conformité. La nouvelle province du Bas-Uélé est confrontée au problème d'infrastructures dont la majorité ont été détruites après le passage des Ex-Forces armées zaïroises (FAZ), de l'armée du Mouvement de libération du Congo (MLC) ou encore de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) pendant les guerres de 1994 à 1997 et celle de 1998 à 2003. Le Bas-Uélé est l'une des provinces démembrées de la Province Orientale. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: 658 candidats passent le concours d'admission aux FARDC à Goma. Environ six cent cinquante-huit candidats passent le concours d'admission aux Forces armées de la RDC (FARDC), du 1er au 3 août, à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. Venus de différents territoires de cette province, ces candidats passent leurs examens théoriques.

SCTP: le gouvernement appelé à débloquer les fonds de la redevance logistique terrestre. L'Intersyndicale de la Société commerciale des transports et des ports (SCTP) recommande au gouvernement de débloquer les fonds issus de la redevance logistique terrestre, estimés à environ 40 millions de dollars américains. Le président de cette structure, Lambert Osango a lancé cet appel, dans un entretien accordé, samedi 1er août, à Radio Okapi. La redevance logistique terrestre est constituée de recettes générées par les taxes des conteneurs au niveau des différents ports du pays. Il estime que

le déblocage de ces fonds permettra à l'entreprise de moderniser non seulement les voies ferrées, mais également les installations portuaires, et d'acquérir des matériels répondant aux exigences de l'exploitation. «Le Premier ministre a pris une mesure salubre en faveur de la Société commerciale des transports et des ports, ex-Onatra, donnant instruction pour que le tonnage containerisé prenne les rails, donc la voie ferrée. Ça, c'est une grande première. Mais, nous souhaiterions que le gouvernement aille jusqu'au bout. C'est-à-dire, les recettes de la redevance logistique terrestre soient effectivement débloquentées pour que les différents projets élaborés par l'actuelle équipe à la tête de la société ; que ces différents projets se matérialisent, c'est-à-dire, se concrétisent », a indiqué Lambert Osango. (Radio Okapi)

Parlement: le projet de loi sur la répartition des sièges n'est pas adopté. La session extraordinaire de juillet 2015 s'est clôturée au Parlement sans l'adoption du projet de loi portant répartition des sièges aux élections municipales et locales. Voté en première lecture à l'Assemblée nationale, ledit projet de loi n'a pas été adopté en seconde lecture par le Sénat lors de la clôture de sa session extraordinaire, vendredi 31 juillet dernier. Cette situation risque de bloquer la machine de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qui a besoin de ce texte pour l'organisation des élections au niveau local.

Lundi 3 août.

Sud-Ubangi: les travaux piétinent à l'Assemblée provinciale. Une semaine après le début de la session extraordinaire à l'Assemblée provinciale du Sud-Ubangi, les travaux n'avancent pas. A l'origine de cette situation : une querelle entre les membres du bureau provisoire et les anciens députés provinciaux qui cherchent leur réintégration dans l'hémicycle.

RDC: la commission d'audit note des «anomalies» dans le fichier électoral. La commission d'audit du fichier électoral de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a noté samedi 1er août des «anomalies» portant notamment sur des doublons, des personnes enregistrées sans photo ou sans empreintes digitales. Le Malien Saké Sangaré qui dirige cette commission n'a cependant pas donné d'indications chiffrées sur ces anomalies.

Calendrier électoral : la Grande Bretagne appelle à un consensus. La classe politique congolaise devrait trouver un consensus autour d'un « calendrier électoral réaliste », a affirmé jeudi 30 juillet l'ambassadeur de la Grande Bretagne en RDC, Grahaam Zebedee, en mission au Nord-Kivu. Le diplomate britannique se dit aussi inquiet quant à l'organisation des élections présidentielles et législatives prévues en novembre 2016, mais aussi sur les provinciales prévues en octobre 2015, s'il n'y a aucun consensus autour de celles-ci.

Kalemie : Martin Kobler dénonce la surpopulation carcérale. En visite dans la prison centrale de Kalemie, dans la province du Tanganyika, le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en RDC, Martin Kobler, a insisté sur la nécessaire dignité du traitement carcéral en République Démocratique du Congo, et a dénoncé la surpopulation du centre carcéral.

Sud-Kivu : plaidoyer pour la protection du parc Kahuzi Biega. L'exploitation et l'occupation du parc national de Kahuzi Biega situé en territoire de Kabare (Sud-Kivu) inquiète son directeur, Radar Niculi. Dans une interview accordée dimanche 3 août à Radio Okapi, il a indiqué que mille huit cent-treize tonnes de braises y sont extraites chaque mois. Les fermiers occupent des terres dans les limites de ce parc et la vente de la viande boucanée conduit à la chasse aux animaux dans cette aire protégée. Selon lui, plusieurs services étatiques se sont rassemblés depuis vendredi dans le but de consolider leurs efforts afin de lutter contre le braconnage. Il a expliqué que cette synergie va réunir ces services étatiques mais sous le contrôle du gouvernement de province. «C'est pour cette raison qu'on s'est réuni pour voir comment on peut mettre en place la synergie entre ces services étatiques et s'assurer que tout le monde peut contribuer à la protection du parc », a ajouté Radar Niculi. (Radio Okapi)

RDC : Joseph Kabila nomme quatre ambassadeurs à l'étranger. Le chef de l'Etat, Joseph Kabila, a signé samedi 1er août dernier sept ordonnances portant nomination des ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires auprès de six pays et de la Commission de l'Union européenne. Vincent MutombTshibal, ancien ministre de la Jeunesse et des Sports va représenter la RDC auprès du gouvernement de Cuba. François Balumwene représentera la RDC aux Etats-Unis d'Amérique et Matungulu Luman en Russie. Dominique Kilufia Kafua, est nommé ambassadeur de la RDC auprès du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et de la Commission de l'Union Européenne.

Sud-Kivu: plus de 5 000 ménages de déplacés bénéficient des semences à Ziralo. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) distribue, depuis dimanche 2 août, des semences agricoles à plus de cinq mille familles de déplacés, dans le groupement de Ziralo (Sud-Kivu). Selon le délégué du CICR au Nord et Sud-Kivu, Jean-Pierre Suma, chaque bénéficiaire reçoit 15 kg d'arachides, 5 kgs de maïs, 20 grammes d'amarantes et une houe. Il a indiqué que cette assistance vise améliorer les conditions socio-économiques de ces déplacés.

Pweto: cinq des sept violeurs condamnés par le tribunal de grande instance de Kipushi. Le tribunal de grande instance de Kipushi a condamné le 3 août cinq personnes à quatre et cinq ans de prison ferme pour viols sur mineurs, à l'occasion d'une séance en chambre foraine sur trois jours, à Pweto. Les deux autres prévenus ont été acquittés faute de preuve.

À Goma, Joseph Kabila a inauguré la piste réhabilitée de l'aéroport. Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila a inauguré la piste réhabilitée de l'aéroport de Goma, 2 665 mètres, par l'ONG Agro-action allemande (AAA) pour un coût total de 16 millions d'Euros. Sur place, Joseph Kabila a aussi lancé les travaux de la modernisation et de la rallonge de la même piste de 400 mètres pour qu'atterrissent désormais les gros porteurs.

Elections: Fabrice Puela propose les provinciales en juillet 2016. Le parti de l'opposition Renaissance du Congo (Reco) propose la tenue des élections provinciales en juillet 2016 alors que le calendrier de la Ceni l'avait fixé en octobre 2015. Le vice-président de cette formation politique, Fabrice Puela, l'a dit au cours d'une conférence de presse, tenue lundi 3 août, à Kinshasa.

Les mandats des députés validés dans les Assemblées provinciales de l'ex Kasai-Oriental. Les Assemblées provinciales des provinces issues de l'ex Kasai-Oriental ont validé les mandats de leurs députés. Dans la nouvelle province du Kasai-Oriental, vingt-quatre députés provinciaux ont vu leurs mandats validés au cours de la plénière du lundi 3 août, par le président du bureau provisoire de cette institution, Célestin Kabongo. Parmi ces députés, il y a quatorze élus de la ville de Mbuji-Mayi, trois du territoire de Tshilenge, deux de Miabi. Les territoires de Lupatapata, Kabeya Kamuanga, et Katanda, se partagent, chacun, un député provincial dans cet hémicycle. Dans cette institution, il faudra également compter deux chefs coutumiers cooptés pour avoir le total de vingt-quatre députés. (Radio Okapi)

Mardi 4 août.

Processus électoral: Martin Kobler conseille à la Ceni d'aller étape par étape. Le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en RDC, Martin Kobler recommande à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) d'aller étape par étape pour réussir le processus électoral en cours. Il s'est entretenu lundi 3 août à Kinshasa avec des membres du bureau de la Ceni.

Mbandaka : face aux groupes d'auto-défense, la fermeté policière. Face à l'augmentation du nombre de groupes d'auto-défense qui se sont créés à Mbandaka, dans la province de l'Equateur, le commandant de la 13e Région Militaire, le Général Johny Luboya, a répondu avec fermeté et a promis le retour au calme. « Le message que je veux donner à la population est d'arrêter d'utiliser des machettes dans des groupes d'autodéfense. Cela prêche à confusion dans les rues de la ville : est-ce des bandits, ou simplement la population qui s'auto-défend ? Plusieurs fois, [mes hommes] étaient prêts à intervenir [contre ces bandes] », a déclaré le commandant chargé de la sécurité de la 13ème Région Militaire. Le Général Luboya a de même dénoncé le racket auquel s'adonnent ces groupes d'autodéfense. (Radio Okapi)

Le HCR débute le rapatriement des réfugiés congolais vivant en Centrafrique. Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a démarré lundi 3 août le rapatriement des réfugiés congolais vivant au camp de Zemio en Centrafrique. Selon le Chef de bureau de cette agence onusienne à Ango, Trésor Karume, six cent vingt-huit personnes seront rapatriées en République démocratique du Congo d'ici le 21 août prochain.

Bukavu : les jeunes réfléchissent sur les élections. Le festival, qui se tient à Bagira, une commune à l'ouest du centre-ville de Bukavu, dans la province du Sud-Kivu, met à l'honneur cette année l'implication des jeunes dans le processus électoral. Le thème retenu, « Mobilisation des jeunes en faveur des élections apaisées dans la province du Sud-Kivu », veut impliquer la jeunesse du Sud-Kivu dans les élections.

Procès Chebeya : la partie civile évoque un «crime d'Etat planifié». L'assassinat de Floribert Chebeya et Filème Bazana est « un crime d'Etat planifié », a déclaré la partie civile, au début des

plaidoiries dans le procès en appel des assassins de ces deux activistes des droits de l'homme. Ces audiences ont débuté mardi 4 août à la prison centrale de Makala à Kinshasa.

Haut-Uélé : la LRA accusée de commettre des exactions sur des civils à Dungu. La présence des rebelles ougandais de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) crée l'insécurité dans les villages du territoire de Dungu dans le Haut-Uélé. Le vicaire général du diocèse catholique de cette entité, l'Abbé François Doko Muke, l'a déclaré mardi 4 août à Radio Okapi, à l'issue de la première session préparatoire au jubilé de ce diocèse qui s'est clôturée le week-end dernier.

La nouvelle compagnie Congo Airways prendra son envol le 24 août. La nouvelle compagnie aérienne nationale de la RDC, Congo Airways, effectuera son vol inaugural le 24 août, a annoncé dimanche à Kinshasa un responsable de la compagnie. Cette compagnie d'Etat, qui prendra la succession des défunctes Lignes aériennes congolaises (LAC) faillies en 2003, viendra inévitablement concurrencer Korongo Airlines, une filiale de Brussels Airlines opérant depuis l'aéroport de Lubumbashi, le chef-lieu de la nouvelle province du Haut-Katanga et deuxième ville du pays, avec un seul appareil, un Airbus A320. Congo Airways a pour sa part fait l'acquisition de deux Airbus A320, rachetés d'occasion à la compagnie italienne Alitalia pour quelque 50 millions de dollars. Le premier appareil, baptisé Patrice-Eméry Lumumba, nom du premier Premier ministre du Congo indépendant, a été accueilli en grandes pompes le 30 juillet à l'aéroport de Kinshasa-N'Djili. Le deuxième A320 est attendu le 25 août, avant un Bombardier plus petit. (Trends)

Bataille légale pour la direction de l'Ituri avant l'élection du gouverneur. La direction de la nouvelle province de l'Ituri, ancien district de l'ex-Province Orientale, est l'objet d'une bataille juridique entre le chef de division de l'Intérieur Christophe Evi Lago et le Chef de division unique Emmanuel Leku. Les deux hommes revendiquent la direction de l'Ituri avant l'élection du gouverneur et sont soutenus par des personnalités politiques de la province. A Bunia, chef-lieu de la nouvelle province, Christophe Evi Lago a déclaré lundi 3 août avoir les soutiens du vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur. Devant la presse, il a « interdit » Emmanuel Leku d'engager la province, dans un message solennel à tous les services étatiques et privés, aux administrateurs des territoires et à tous les chefs de chefferies. Dans son discours, il annonce également qu'il est à la tête de l'administration publique de l'Ituri depuis le 27 juillet dernier, date des premières sessions extraordinaires des assemblées des nouvelles provinces de l'ex-province Orientale. Kalimi Nyasi, président du Bureau provisoire de l'Assemblée provinciale de l'Ituri, soutient en effet Christophe Evi Lago. Emmanuel Leku bénéficie lui des soutiens politiques du Gouverneur de l'ancienne province Orientale, Jean Bamanisa, qui l'a nommé à la direction de la nouvelle province en attendant l'élection du gouverneur. Cette nomination est la principale défense soulevée par les partisans d'Emmanuel Leku à la direction de l'Ituri. (Radio Okapi)

Tanganyika : 700 ménages de déplacés vivent difficilement à Mukebo. Sept cent quatre-vingt-neuf ménages de déplacés internes vivent dans des situations humanitaires alarmantes à Mukebo, une localité située à 150 kilomètres au Nord-Est de Manono (Tanganyika). La mission d'évaluation sécuritaire gouvernement-Monusco a fait ce rapport mardi 4 août de retour de cette entité pour assurer la protection de population civile.

Sud-Kivu: environ 400 enfants sortis des groupes armés en 3 ans à Fizi et Uvira. L'ONG Fond de réfugiés pour l'éducation (Ret) affirme avoir sorti environ quatre cents enfants des groupes armés, entre 2012 et 2015, dans les territoires de Fizi et Uvira (Sud-Kivu) dans le cadre du programme de Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR).

Elections: le RCD/KML privilégie les législatives et la présidentielle. Le RCD/KML appelle la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à privilégier la présidentielle et les législatives, fixées au 27 novembre 2016. Le parti d'Antipas Mbusa Nyamuisi a donné sa position, mardi 4 août, au cours d'une conférence de presse, tenue à Kinshasa.

Mercredi 5 août.

RDC: des imams tanzaniens kidnappés à Rutshuru. Six imams tanzaniens, venus de Zanzibar, ont été kidnappés dimanche 2 août à Katwiguru dans le territoire de Rutshuru au Nord-Kivu avec leur chauffeur congolais, alors qu'ils se rendaient dans la région pour une mission d'évangélisation, a déclaré mardi le représentant régional adjoint de la communauté islamique à Rutshuru, El hadji Ali Basheka.

Beni : la Monusco réaffirme son soutien aux FARDC pour neutraliser définitivement les ADF. La Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco) réaffirme son "soutien

maximum” à l’armée congolaise pour arriver à la neutralisation définitive des rebelles ougandais des ADF encore actifs à Beni dans le Nord-Kivu. Le commandant de la Force de la Monusco, le général Dos Santos Cruz, l’a affirmé mardi 4 août dans cette ville, où il se trouve en mission de coordination des opérations contre ces rebelles avec les FARDC.

Kinshasa : plusieurs familles victimes de cambriolage à Selembao. Plusieurs familles ont été victimes de cambriolage depuis une semaine au quartier Ngafani dans la commune de Selembao. Un notable du quartier et un habitant ont déclaré, mercredi 4 août, que des bandits armés s’introduisent dans des maisons tard la nuit pour voler et violer des mineurs. Ces criminels ont échoué lundi dernier de cambrioler une maison sur avenue Manenga, quartier Ngafani, grâce à une prompt intervention de la police.

Uvira : une ONG dénonce la manipulation politique des jeunes. Le Centre d’encadrement des jeunes pour le développement Rural (CEJEDER) a dénoncé le 4 août la manipulation politique dont faisaient l’objet les jeunes de quatorze cités, en vue des élections des députés provinciaux. « Il y a des candidats qui utilisent les jeunes pour les manipuler, pour empêcher les candidats des partis adverses de s’exprimer par exemple. D’autres candidats utilisent les jeunes pour afficher les photos sur les places publiques alors que la campagne n’a pas encore commencé », a déclaré le responsable du CEJEDER, Pele Amisi. L’ONG locale organisait mardi dans le quartier de Kakungwe une sensibilisation politique aux jeunes des cités d’Uvira, à laquelle plus de cinquante jeunes ont participé. (Radio Okapi)

Ex-Equateur : eau, électricité et ressources naturelles parmi les défis des nouvelles provinces. Trois défis principaux attendent les nouvelles provinces issues du démembrement de l’ex-Equateur. Le premier est d’ordre hydraulique, le deuxième est lié au besoin de l’électricité et le dernier est celui des ressources naturelles. Selon le nouveau découpage des provinces en République démocratique du Congo, l’ex-province de l’Equateur a été divisée en cinq nouvelles provinces : l’Equateur, le Nord-Ubangi, le Sud-Ubangi, la Mongala, et la Tshuapa. L’eau potable est un produit rare et cher dans l’ex-province de l’Equateur, territoire pourtant traversé par le fleuve Congo sur 1 200 km. Le réseau hydraulique comprend près d’une vingtaine de rivières et leurs affluents, ainsi que le lac Tumba. L’autre défi qui attend ces nouvelles provinces est leur approvisionnement en électricité. Une seule centrale hydrauliques électrique dessert en électricité à 15 km à la ronde, mais laisse le reste du territoire sans électricité. Qui plus est, le projet de création d’un barrage artificiel entre Mbandaka et Bolenge pour fournir de l’électricité à la ville est mort dans l’œuf. Enfin, l’exploitation des nombreuses ressources naturelles des cinq nouvelles provinces va devenir un enjeu majeur. Selon les sources locales de Mbandaka, il existe depuis 35 ans un puits de pétrole creusé par l’entreprise américaine Texaco, mais aucune exploitation n’a suivi pour des raisons non élucidées. (Radio Okapi)

RDC : 390 FDLR encore actifs aux Kivu (officiel). Dans son bilan publié mercredi 4 août devant la presse, l’armée a annoncé qu’il ne reste que trois cent quatre-vingt-dix rebelles rwandais des FDLR dans les provinces des Nord et Sud-Kivu, après l’opération de traque qu’elle a lancée contre ce groupe armé. Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a confirmé ce chiffre.

Kasaï Oriental: grève des fonctionnaires pour non-paiement de leurs salaires. L’administration publique de la nouvelle province du Kasaï Oriental est en grève depuis mardi 4 août, en raison du non-paiement des fonctionnaires pour le mois de juillet. L’intersyndicale a en conséquence demandé à tous les agents des différentes divisions de fermer les bureaux et de se mettre en grève.

Loi sur la répartition des sièges: le gouvernement appelé à revenir en septembre. Elu de Kinshasa, le sénateur Moïse Nyarugabo a recommandé, mercredi 5 août, au gouvernement de revenir à la session ordinaire de septembre pour présenter de nouveau son projet de loi sur la répartition des sièges. Il a lancé cet appel à la suite de l’appel du protocole de la chambre haute du Parlement qui demande aux sénateurs de revenir pour une deuxième session extraordinaire, lundi 10 aout, afin de débattre de ce texte.

RDC: l’opposition nationaliste pour un dialogue sous la médiation congolaise. L’opposition nationaliste plaide pour la tenue d’un dialogue sous la médiation congolaise. Le porte-parole de ce courant politique, Steve Mbikayi, l’a dit dans un mémorandum adressé, mercredi 5 août, au patron de la Monusco, Martin Kobler.

Insécurité à Mbandaka: la population invitée à faire confiance aux forces de sécurité. Le député Henri-Thomas Lokondo appelle la population de Mbandaka (Equateur) à faire confiance aux forces de sécurité face à la montée d’insécurité dans cette ville. Il a lancé cet appel dans un entretien accordé, mercredi 5 août, à Radio Okapi.

RDC: Félix Basse salue la détermination des FARDC dans la traque des FDLR. Le porte-parole de la Monusco, Félix Basse salue la détermination des Forces armées de la RDC (FARDC) dans la traque contre les rebelles des FDLR dans le Nord et Sud-Kivu. Il l'a dit au cours de la conférence de presse hebdomadaire de l'Onu du mercredi 5 août, à Kinshasa.

Jeudi 6 août.

Etiage du fleuve: les abonnés de la Snel appelés à «économiser» l'électricité. L'Administrateur délégué général de la Société nationale d'électricité (Snel), Eric Mbala a invité mercredi 5 août la population à un usage rationnel de l'électricité pour faire face aux délestages consécutifs à l'étiage sévère du fleuve Congo. Il s'exprimait lors d'un déjeuner de presse, organisé à Kinshasa sous le thème: «Baisse du niveau d'eau sur l'ensemble du bassin du fleuve Congo et impact sur les activités socio-économiques». La RDC produit essentiellement de l'hydroélectricité.

Goma : reprise des vols internationaux d'Ethiopian Airlines. Le premier avion de la compagnie Ethiopian Airlines s'est posé mercredi sur la piste de l'aéroport international de Goma (Nord-Kivu). La reprise des vols de la compagnie à la destination de Goma, après trois semaines de suspension des services par les autorités congolaises, a été saluée par les passagers et le gouverneur du Nord-Kivu Julien Paluku, présent pour l'occasion.

Mbandaka : réunion du comité provincial de sécurité pour apaiser la situation. A Mbandaka, la situation entre la population et les forces de sécurité s'est encore cristallisée mercredi 5 août. Un militaire a été battu à mort par la population, et trois civils ont été bastonnés par des militaires. Le comité provincial de sécurité a été réuni.

Ituri : la Monusco déterminée à soutenir les FARDC dans la traque des leaders FRPI. La Monusco est déterminée à apporter son soutien aux Forces armées de la RDC (FARDC) pour traquer les chefs de la milice Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI). Le porte-parole de la Mission onusienne, Félix Basse a déclaré mercredi à Kinshasa que les récentes attaques des hélicoptères sur les positions de ce groupe armé visent à pousser ces miliciens dont le nombre est estimé à 800 à déposer les armes.

Matadi : premières interpellations dans l'opération policière «Kongo Central Kimia». Deux séries d'interpellations ont eu lieu à Matadi, la capitale de la province du Kongo Central, dans un hôtel de la ville. Dans le cadre de l'opération « Kongo Central Kimia », lancée le 29 juillet 2015, la police a interpellé un prétendu député du district de la Funa, à Kinshasa, et une bande de trafiquants de chanvre. Le maire de la ville de Matadi (Kongo Central) a lancé l'opération « Kongo Central Kimia » le 29 juillet dernier. Ce programme vise à mettre hors d'état de nuire les bandits qui affectent la sécurité des personnes et de leurs biens dans cette partie du pays. Dans les affaires du prétendu député, arrêté avec ses gardes du corps sur un mandat de perquisition du procureur général de la République rattaché à la Cour d'appel de Matadi, le commissaire provincial Philémon Patience Mushid Yav explique avoir trouvé des diamants. « Nous avons saisi deux faux diamants de type « grosse pierre ». Aussi, sept petites pierres ont été saisies, parmi lesquelles une seule était une bonne pierre. Les accompagnait un appareil testeur de diamants », a déclaré M. Mushid Yav. En parallèle, un groupe de vendeurs et de consommateurs de chanvre ont été interpellés. Tous ont été déférés au parquet de grande instance de Matadi. (Radio Okapi)

RDC: le gouvernement a acheté des vaccins pour 3 millions d'enfants. Le gouvernement congolais a déboursé un peu plus de 7 millions de dollars américains pour acheter des vaccins de routine et de nouveaux vaccins pour 3 200 000 enfants congolais, a annoncé mercredi Dr Audry Mulumba, le Directeur général du Programme Elargi de Vaccination (PEV). Ce financement est valable pour un an, a précisé le médecin.

L'opposition appelle au boycott de la nouvelle session extraordinaire au Sénat. La Dynamique pour l'unité d'actions de l'opposition a appelé mercredi 5 août au boycott de la nouvelle session extraordinaire convoquée le 10 août au Sénat après celle qui s'est clôturée le 2 août dernier par le rejet de la loi portant répartition des sièges aux élections municipales et locales. Elle perçoit cette nouvelle session parlementaire comme un subterfuge du pouvoir pour chercher à rester aux affaires en violation de la constitution.

Haut-Uélé : un groupe de commerçants attaqué par des présumés rebelles de la LRA. Un groupe de présumés rebelles ougandais de la LRA a attaqué mercredi 5 août un groupe de commerçants sur la route qui relie Bangadi à Niangara, dans le Haut Uélé. Les victimes, qui étaient en route vers le centre

commercial de Niangara pour acheter du carburant, le pétrole, le sel, le sucre ainsi que du savon, ont été attaqués dans le village Mabadabada, aussi appelé Mabongo. Dépouillés de leurs biens, et torturés dans la brousse par les rebelles, ils ont fini par être relâchés jeudi. « Je demande que les autorités militaires agissent et interviennent », a déclaré l'Abbé Valentin Bolingba, curé de la paroisse catholique de Bangadi, auquel s'est livrée une victime de l'agression.

Le prêtre catholique se dit inquiet de la persistance de l'insécurité sur ce tronçon routier qui est à la base de la rareté de certains produits de première nécessité dans la région. (Radio Okapi)

Lubero : la société civile du groupement Tama dénonce l'emprise des Mai-Mai. La société civile du groupement Tama, dans la chefferie des Bamate, a dénoncé l'emprise d'une dizaine de combattants Mai-Mai, fidèles au Général Sikuli Lafontaine, sur le territoire de Lubero, au Nord-Kivu.

Elections: des ONG dénoncent une campagne avant l'heure sur les médias publics. A l'occasion d'une conférence de presse tenue jeudi 6 août à Kinshasa, une trentaine d'ONG a dénoncé «la manipulation populaire que les journalistes de la RTNC sont en train de faire». La télévision nationale congolaise diffuse, selon elles, une précampagne électorale du président actuel Joseph Kabila, en vue de préparer un possible troisième mandat.

Les Etats-Unis accompagnent la RDC dans la lutte contre Paludisme. Le gouvernement américain s'engage à accompagner la RDC dans la lutte contre le paludisme. Le délégué du programme américain global Malaria, Timothy Ziemer, l'a exprimé jeudi 6 août au cours de la visite qu'il a effectuée au Centre Mère et enfant Barumbu, à Kinshasa.

RDC: une fièvre hémorragique fait un décès à Kisangani. Un jeune homme est décédé des suites d'une fièvre hémorragique, mercredi 5 août, à l'Hôpital général de Kisangani dans la province de la Tshopo. Selon des sources hospitalières, la victime présentait des symptômes d'une fièvre hémorragique virale notamment le saignement et le vomissement du sang avant sa mort. Ce décès a fait paniquer la population de Kisangani, craignant une éventuelle apparition du virus Ebola.

Vendredi 7 juillet.

RDC: au moins deux morts dans un important séisme dans l'est. Un séisme d'une magnitude d'au moins 5,6 degrés sur l'échelle de Richter a frappé l'est de la République démocratique du Congo dans la nuit de jeudi à vendredi, faisant au moins deux morts dans la province du Sud-Kivu.

Nord-Kivu: cinq rebelles FDLR abattus dans un combat contre les FARDC à Kalembe. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont abattu cinq rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) lors des combats qui ont éclaté depuis quatre jours dans la localité de Kalembe, en territoire de Walikale (Nord-Kivu). Selon des sources de la région, les assaillants seraient en débandade et plusieurs de leurs bastions auraient été récupérés par les militaires.

Lubero : 30 tonnes de vivres du PAM détournées, selon la société civile. Le président de la Société civile du territoire de Lubero (Nord-Kivu), Georges Katshongo, dénonce le détournement « d'environ 30 tonnes » de vivres du Programme Alimentaire Mondial (PAM). Seraient impliqués selon lui des agents locaux du PAM, des employés de l'ONG Fédération Luthérienne Internationale (LWF), ainsi que des soldats FARDC et des employés des autorités locales.

Mbandaka : les autorités nationales prennent en main la sécurité de la ville. Le commandant second chargé des opérations à la 1ère zone de défense, le Général Ekutsu, a été dépêché dans la ville de Mbandaka (Equateur) afin d'éradiquer l'insécurité qui y règne depuis quelques jours.

Kinshasa: trois semaines de détention illégale d'un vendeur de journaux, son avocat inquiet. Près de trois semaines après l'arrestation de Dido Zamangwana, distributeur du journal C-News sur la Place Victoire, à Matonge, son avocat se dit « inquiet » pour sa situation. Me. Papy Mbaki a dénoncé le caractère illégal de la détention de son client par les services de renseignements congolais (ANR). « Nous ne pouvons même pas, alors que nous sommes ses avocats, lui parler, alors que la Constitution congolaise décrète que toute personne a le droit d'être assisté devant toutes les instances judiciaires et extra-judiciaires », a-t-il notamment déclaré au micro de Radio Okapi. (Radio Okapi)

Tshopo: accrochages entre civils et policiers à Isangi autour d'une palmeraie. Le village Yanguba, à 180 kilomètres de Kisangani, dans la nouvelle province de Tshopo, a été secoué par des violences jeudi 6 août. Une dizaine de policiers et la population locale ont été les acteurs d'un accrochage, sur une affaire foncière entre la propriétaire d'une palmeraie et les habitants alentours.

Rencontre avortée entre la société civile et les députés sur l'avenir de l'Ituri. La rencontre organisée jeudi 6 août, à Bunia, avec les députés provinciaux, les représentants de la société civile et d'autres forces vives de la province, pour discuter de l'avenir de la nouvelle province de l'Ituri, a tourné court après que les députés provinciaux ont quitté la salle dès le début de la rencontre. Les députés ont dénoncé « l'incompétence extrême » de la société civile « pour traiter de ce type de questions », a déclaré le député Benjamin Binen, qui a rappelé que l'Assemblée provinciale était une « institution politique », seule à même selon lui de répondre de ces questions. Au programme de la rencontre, la société civile avait prévu de s'entretenir avec les parlementaires de l'autonomie financière de la nouvelle province, de la situation sécuritaire et des conflits de pouvoir à la tête de l'Ituri. Aucune de ces questions n'a pu être traitée avant la motion de procédure que les députés provinciaux ont déposé, afin de mettre fin à la rencontre. En conséquence, la société civile a dit « prendre acte » de la décision des élus, sans toutefois se plier à leur position. Après discussion dans une autre salle pour discuter de questions qui sont « celles de la communauté de l'Ituri », la société civile « publiera des documents pour faire le point sur la situation de la province de l'Ituri », a déclaré à Radio Okapi son coordinateur, M. Jean-Bosco Lalo. La rencontre, qui avait lieu dans la salle des plénières de l'Assemblée provinciale, était ouverte au public, qui a pu assister à la motion de procédure déposée par les députés. Certains anonymes ont déclaré à Radio Okapi qu'ils estimaient que « les politiques voulaient juste se dérober de leur responsabilité pour ne pas répondre [de leurs prérogatives] devant la population. ». (Radio Okapi)

Uvira : un tribunal juge 11 soldats des FARDC et 2 civils. Le tribunal militaire de la garnison d'Uvira, dans le Sud-Kivu, siège depuis quatre jours d'audience en chambre foraine, à Baraka. Treize prévenus, 11 FARDC et 2 civils, comparaissent dans cette audience publique. Selon le greffier du tribunal, le premier civil est accusé d'avoir violé une femme à Kafulo, au sud-ouest de Baraka, avec une arme de guerre. Le second est accusé par le tribunal d'avoir organisé une embuscade sur la route nationale, au niveau du pont Hiroshima, avec un adjudant de première classe. Les onze soldats FARDC comparaissent eux pour des cas de violences sexuelles, coups et blessures volontaires, meurtres, et détention illégale d'armes de guerre. (Radio Okapi)

Kasaï-Oriental : des creuseurs clandestins seraient morts dans un éboulement à Miabi. Une vingtaine de creuseurs clandestins seraient morts et ensevelis dans les graviers lors d'un éboulement qui s'est produit dans la nuit de mercredi à jeudi dans le site minier de la société Anhui Congo d'investissements miniers (Sacim) situé dans le secteur de Kakangayi, dans le territoire de Miabi (Kasaï-Oriental). Des sources indépendantes parlent d'une vingtaine de morts. Le bilan officiel est d'une dizaine de décès, a indiqué l'administrateur du territoire de Miabi, Léonard Kabeya Miniela.

Nouvelles provinces : un sénateur de la MP reconnaît un « couac » en Ituri. Le sénateur Ruhigwa Baguma du Mouvement social pour le renouveau (MSR), membre de la Majorité présidentielle, a reconnu un « couac » dans le processus de démembrement des provinces en République Démocratique du Congo. Dans une déclaration faite vendredi 7 août, il a estimé que cette opération n'a pas été bien étudiée, faisant notamment allusion aux problèmes de lutte de leadership en Ituri.

Séisme au Sud-Kivu : le gouvernement annonce l'assistance aux victimes. Après le tremblement de terre survenu dans la nuit de jeudi à vendredi dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), le porte-parole du Gouvernement, Lambert a annoncé que les gouverneurs des Nord et Sud-Kivu ont déjà pris des mesures pour assister les sinistrés et faire face aux dégâts. Il a fait cette annonce dans un point de presse organisé à Kinshasa.

Samedi 8 août.

Sénat: une nouvelle session extraordinaire annoncée pour ce lundi. Une nouvelle session extraordinaire s'ouvre lundi 10 août au Sénat, après celle clôturée le 31 juillet dernier, à Kinshasa. Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende l'a affirmé au cours d'une conférence de presse, tenue vendredi 7 août, dans son cabinet du travail.

Séisme: un volcanologue appelle la population du Sud-Kivu à la prudence. Plus de cent cinquante répliques ont déjà été recensées à Bukavu (Sud-Kivu), depuis le début du séisme de magnitude 5,6 sur l'échelle de Richter qui s'est produit dans l'Est de la RDC. Le volcanologue Dieudonné Wafula, membre de l'Observatoire volcanologique de Goma (OVG), qui a livré cette information vendredi 7 août à radio Okapi, a appelé la population à la prudence. « Etant donné que les répliques se poursuivent, nous devons être très prudent et ne pas être à côté des murs qui présentent des fissures ou de rester trop près des maisons trop élevées à Bukavu », a averti le professeur Dieudonné Wafula. (Radio Okapi)

Kwilu: la société civile appelle à l'élection d'un gouverneur "compétent". La société civile du Kwilu appelle les députés provinciaux de cette nouvelle province à élire un gouverneur compétent et soucieux du bien-être de la population. Cette structure a fait cet appel au cours d'une rencontre organisée, jeudi 6 août, dans la ville de Kikwit (Kwilu).

Ituri: des présumés FRPI pillent des biens de la population dans le Walendu Bindi. Des hommes armés identifiés aux miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) ont emporté des chèvres, motos ainsi que de l'argent de la population au cours de leur incursion, dans la nuit de jeudi 6 au vendredi 7 août, dans les localités de Mbise et Nyasona, dans la chefferie de Walendu Bindi (Ituri).

Sud-Kivu: l'administration du territoire d'Idjwi peine à fonctionner. L'administration du territoire d'Idjwi (Sud-Kivu) éprouve d'énormes difficultés pour fonctionner. Le chef coutumier de cette entité a exposé ce dysfonctionnement, jeudi 6 août, au cours d'une rencontre avec une délégation du gouvernement provincial du Sud-Kivu et de la Monusco en visite officielle dans ce coin. Il a relevé le fait que plusieurs années se sont écoulées avant que la population du territoire d'Idjwi puisse revoir un ministre provincial du Sud-Kivu en visite officielle. Il déplore également que le territoire d'Idjwi est dépourvu d'infrastructures de base dont la prison centrale. Son tribunal fonctionne à peine quelques mois et son parquet général est logé chez un particulier. De son côté, l'administrateur du territoire d'Idjwi reconnaît ces difficultés : «Le territoire d'Idjwi est dépourvu de tout. Cette entité n'a jamais bénéficié d'infrastructures. Le véhicule du territoire a connu une panne et les pièces sont introuvables dans la région. Le transport lacustre se fait par des boat [navires] en bois mais risquant car celles-ci cause souvent des cas noyades». Il a par ailleurs dénoncé les vols réguliers des filets des pêcheurs d'Idjwi qui sont souvent kidnappés par la force marine rwandaise. Les agents de l'Etat sont immatriculés sans qu'ils soient mécanisés. Le territoire d'Idjwi compte plus de 280 000 habitants en majorité de jeunes et il s'étend sur une superficie de 310 km² dans le lac Kivu. (Radio Okapi)

RDC: Bahati Lukwebo en justice contre le patron de CAA. Le ministre de l'Economie nationale, Modeste Bahati Lukwebo a déposé une plainte, mardi 4 août, contre le patron de la Compagnie africaine d'aviation (CAA), David Blattner, au Parquet général de la République. Il poursuit le numéro un de la CAA pour imputations dommageables et calomnie dans une affaire de la grille tarifaire des billets d'avion. Dans une correspondance datée du 23 juillet dernier, avec copie réservée au président de la République, au Premier ministre et aux présidents de deux chambres du Parlement, David Blattner avait accusé Modeste Bahati de vouloir augmenter les prix des billets d'avion alors que sa compagnie les veut à la baisse. L'affaire remonte au 3 juillet dernier avec la convocation, par le ministre de l'Economie, d'une réunion de la commission tarifaire en vue de lutter contre le bradage des tarifs des services aériens observé sur le réseau tarifaire. Les experts des ministères de l'Economie et des Transports et Voies de communication ainsi que les délégués de Fly CAA, Blue Sky et Congo Airways avaient pris part à cette réunion. La commission avait recommandé le 10 juillet dernier, à l'issue de ses travaux, que le minimum du Prix au kilomètre transporté (PKT) soit fixé à 0,18 cents et le maximum à 0,24 contrairement au PKT de 0,32 cents appliqué par Fly CAA dans son monopole de fait. Le PV de cette commission avait été signé par toutes les parties, sauf Fly CAA. Mais dans sa lettre, indique le directeur de cabinet-adjoint au ministère de l'Economie, le patron de Fly CAA prétend vouloir le minimum du PKT à 0,11 cents et accuse Modeste Bahati de s'y opposer. Les experts du ministère de l'Economie accusent par ailleurs Fly CAA de proposer ce tarif pour faire disparaître ses concurrents qui, selon eux, vont travailler dans la perte. (Radio Okapi)

Sud-Kivu: 3 morts et 64 blessés à la suite d'un séisme. Trois personnes ont trouvé la mort et soixante-quatre maisons ont été détruites à la suite d'un tremblement de terre, survenu vendredi 7 août, dans la province Sud-Kivu. Le ministre provincial des Affaires humanitaires du Sud-Kivu, Muanza Nangunia, a livré ce bilan, samedi 8 août, à l'issue d'un conseil des ministres provinciaux, à Bukavu (Sud-Kivu). Plusieurs autres bâtisses ont été fissurées notamment dans les territoires de Kabare et Kalehe qui sont les plus touchés de la province. A Katana par exemple, indique le ministre provincial, treize maisons ont été détruites dont l'hôpital général, la paroisse catholique et le Centre des recherches en science naturelle.

Dimanche 9 août.

RDC: l'Unadef appelle au report des élections locales, municipales et urbaines. L'Union nationale des démocrates fédéralistes (Unadef) plaide pour le report des élections municipales, urbaines et locales. Le président de ce parti de la Majorité présidentielle (MP), Charles Mwando Nsimba, a lancé cet appel au cours d'un séminaire qu'il a organisé, samedi 8 août, en faveur des candidats députés provinciaux de son parti. Il estime que ces scrutins semblent être difficiles à organiser à l'heure actuelle.

Insécurité à Beni : un député du RCD/KML interpelle les autorités. La situation d'insécurité qui sévit ces derniers jours dans la région de Beni au Nord Kivu devient de plus en plus préoccupante, a affirmé samedi 8 août, le député national du RCD/KML, Grégoire Kiro. Dans une déclaration faite à la presse, il a notamment évoqué l'assassinat de trois personnes par des bandits armés et l'arrestation d'une quarantaine de civils entre fin 2014 et début 2015.

Grands lacs : la société civile s'inquiète de l'exploitation du pétrole dans le Lac Edouard. Des organisations de la société civile environnementale de la région des Grands lacs se disent inquiètes de l'exploitation prochaine du pétrole par l'Ouganda dans le lac Edouard au niveau du bloc Ngaji. Dans une lettre ouverte adressée samedi 8 août aux chefs des gouvernements ougandais et congolais, ces organisations estiment que cette exploitation risque d'affecter, par sa pollution, le parc de Virunga.

Kwango : le bureau provisoire de l'assemblée provinciale installé. Le bureau provisoire de l'assemblée provinciale de la nouvelle province du Kwango a été installé samedi 8 août, à l'issue de la première plénière organisée à Kenge. Cette session a eu lieu après plusieurs reports.

Maniema : l'OCC détruit 87 tonnes de farine de froment avariée. L'Office congolais de contrôle (OCC) a détruit, samedi 8 août, quatre-vingt-sept tonnes et demie de farine de froment avariée. Tous les sacs de ce produit appartenant à la société Glori Group opérant à Kindu au Maniema ont été détruits et la farine a été jetée dans le fleuve Congo.

Sud-Kivu : les pygmées plaident pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Les pygmées du territoire de Kabare (Sud-Kivu) demandent à l'Etat Congolais de s'occuper de l'amélioration de leurs conditions de vie. Dans une déclaration faite dimanche 9 août, à l'occasion de la célébration d'une journée internationale des peuples autochtones, ils réclament leur relocalisation dans la forêt d'où ils avaient été chassés depuis plusieurs années par l'Etat.

Grands lacs : la société civile s'inquiète de l'exploitation du pétrole dans le Lac Edouard. Des organisations de la société civile environnementale de la région des Grands lacs se disent inquiètes de l'exploitation prochaine du pétrole par l'Ouganda dans le lac Edouard au niveau du bloc Ngaji. Dans une lettre ouverte adressée samedi 8 août aux chefs des gouvernements ougandais et congolais, ces organisations estiment que cette exploitation risque d'affecter, par sa pollution, le parc de Virunga. Le bloc Ngaji dans le lac Edouard-classé patrimoine mondial de l'Unesco-partage ses limites avec le parc national des Virunga. «Si l'exploitation se passe du côté ougandais il y a une possibilité que les effets soit ressentis en RDC. Nous avons adressé cette lettre dans le sens où nous nous sommes dit que ces deux pays font partie des plusieurs conventions qui protègent ce patrimoine mondial», a affirmé Isaac Mumbere du réseau CREF. Il a invité les deux gouvernements à se concerter autour de ce projet «parce que les conséquences seront vécues de deux côtés». « Mais aussi on est en train de se battre pour que le pétrole ne soit pas exploité dans le parc national des Virunga. Ce que nous attendons du gouvernement congolais, c'est de saisir le gouvernement ami de l'Ouganda pour essayer de bien s'informer par rapport à ce projet que de gérer les conséquences qui vont venir, pour vraiment avoir des précisions », a ajouté Isaac Mumbere. La lettre ouverte envoyée aux gouvernements congolais et ougandais a été signée par une dizaine d'organisations de la RDC, du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi. L'exploitation n'a pas encore commencée, mais le contrat est déjà signé entre le gouvernement ougandais et la compagnie qui va exploiter, affirment ces ONG environnementales. « **On peut exploiter sans détériorer** ». Le ministre congolais des Hydrocarbures, Crispin Atama Appa, a indiqué que l'exploitation du pétrole peut se réaliser à cet endroit sans qu'il ne soit détérioré. « Nous restons convaincus qu'on peut exploiter sans détériorer. On le fait ailleurs, nous avons été en Ouganda personnellement, les buffles et les antilopes broutent allégrement à côté de l'endroit où l'on fait le forage », a affirmé le ministre dans un entretien accordé ce week-end à Radio Okapi. Il estime que Soco international, la société pétrolière qui explore dans ce parc et dont les activités font l'objet de critiques sévères des ONG environnementales, n'attend que l'harmonisation entre le gouvernement congolais et l'Unesco pour procéder à l'exploitation. Et cette exploitation aura lieu, précise Crispin Atama Appa. « La société est suffisamment attaquée par des ONG « instrumentalisées ». Parce qu'on leur fait croire que si Soco poursuit ses activités pétrolières dans le parc national de Virunga, qui est patrimoine mondial, elle va faire table rase de gorilles, de tout ce qui se passe là-bas. On avait même fait circuler des rumeurs, si Soco fait la sismique, tous les poissons du lac Edouard vont pourrir, même les femmes aux alentours vont avorter. Des faussetés du genre, ça c'est la distraction pure et simple», a ajouté Crispin Atama. (Radio Okapi)

Lundi 10 août.

Sénat : la session extraordinaire s'ouvre mardi. Initialement prévue pour ce lundi, la deuxième session extraordinaire du Sénat est renvoyée à mardi 11 août. Le bureau de la chambre haute du

parlement l'a annoncé dimanche. Cette session sera consacrée à l'examen du projet de loi portant répartition des sièges par circonscription électorale pour les élections municipales, locales et urbaines.

Mitwaba: les ONG lancent un appel à la mobilisation des médias. Les ONG ont appelé ce week-end, à l'initiative du groupe « thématique médias » de la Société civile de Lubumbashi, les médias à un traitement plus intense des crises humanitaire et sécuritaire du territoire de Mitwaba, dans la nouvelle province du Haut-Katanga. Pour le coordinateur de l'ONG Action Contre la Pauvreté (ACP), Georges Kadinga, la situation est critique à Mitwaba. « Il y avait à la fin 2014 51 400 déplacés au territoire de Mitwaba, et 59 villages détruits sur un total de 301 », explique-t-il. « Les humanitaires ont du mal à trouver les fonds nécessaires pour aider ces gens, parce que la crise qu'ils traversent est méconnue car non traitée par les médias », a-t-il ajouté au micro de Radio Okapi. Durant tout le week-end, les journalistes de Lubumbashi ont réfléchi autour d'un café-presse à la sensibilisation des médias sur le traitement des informations relatives à la région touchée. (Radio Okapi)

Kisangani: les abonnés de la Snel appelés à l'utilisation rationnelle du courant. La Société nationale d'électricité (Snel) à Kisangani, province de la Tshopo, appelle ses abonnés à une gestion rationnelle de l'énergie électrique. Le directeur provincial intérimaire de cette entreprise, Nathan Chirimwami, a lancé cet appel dans un entretien accordé, dimanche 9 août, à Radio Okapi. Il affirme avoir mis en place un calendrier de délestage pour faire face au déficit de l'électricité consécutif à une panne survenue depuis une semaine, au niveau de l'un des trois groupes à la centrale hydroélectrique de la Tshopo.

Frontière Ouganda-RDC: un plan de reconstitution de la frontière physique adoptée. La 8ème session de la Commission technique mixte entre RDC et Ouganda sur la reconstitution de la ligne de démarcation a adopté dimanche 9 août un plan de reconstitution de la frontière physique. Réunie à Bunia, dans la nouvelle province de l'Ituri, cette session comprenait, outre des représentants des deux nations concernés, une représentation des députés nationaux de l'Ituri, où un conflit territorial oppose, à Vura, l'Ouganda et la RDC.

Mbuji-Mayi: une firme indienne veut relancer les activités de la Miba. La firme indienne PML veut aider la Minière de Bakwanga (Miba) à relancer ses activités. Une délégation de cette firme a rencontré vendredi 7 août le gouverneur du Kasai-Oriental, Alphonse Ngoy Kasanji, à Mbuji-Mayi à cet effet. Le chef de la délégation a indiqué à la presse qu'il y avait des possibilités pour cette firme de signer un partenariat avec la Miba.

Rentrée scolaire: pas d'engouement pour les inscriptions d'élèves à Kinshasa. A Kinshasa, les écoles n'enregistrent pas assez d'inscriptions d'élèves à trois semaines de la rentrée scolaire 2015-2016. Un reporter de Radio Okapi l'a constaté au terme d'une ronde effectuée, samedi 8 août, dans quelques écoles de la capitale. Dans plusieurs établissements scolaires visités, les responsables organisent des permanences pour attendre des éventuelles inscriptions de nouveaux élèves.

Imams tanzaniens: Julien Paluku écarte la possibilité de verser une rançon. Les autorités congolaises ne vont pas payer la rançon de 20 000 dollars qu'exigent les ravisseurs de six imams tanzaniens enlevés à Katwiguru, dans le territoire de Rutshuru, il y a un peu plus d'une semaine par des présumés combattants FDLR. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku l'a dit lundi 10 août à Radio Okapi.

Nord-Kivu: 5 civils tués dans des accrochages entre miliciens à Walikale. Cinq civils ont été tués dans des affrontements survenus, depuis mercredi 5 août, entre la coalition NDC Cheka et Raïa Mutomboki de Ngoa Bisiri contre le groupe Kifuafula de Delphin qui a coalisé avec le NDC/Guidon, en territoire de Walikale (Nord-Kivu). Les villages de cette partie du Nord-Kivu se sont vidés de leurs habitants à la suite de ces accrochages au cours desquels des maisons ont été incendiées.

Kisangani : fausse alerte concernant un cas d'Ebola dans la ville. Le médecin-chef de division de santé pour la Tshopo, Francis Baelongandi, a déclaré ce lundi 10 août au micro de Radio Okapi que « les prélèvements envoyés à l'Institut National des Recherches Biomédicales (INRB) se sont révélés négatifs ». Il dément ainsi les soupçons qui planaient sur le patient de l'Hôpital Général de Kisangani-Makiso, qui présentait des signes cliniques du virus Ebola.

Sud-Kivu: 36 cas d'assassinats à Sange en huit mois. Le coordonnateur de la Nouvelle société civile congolaise à Sange, Bernard Kadogo, a répertorié trente-six cas d'assassinats perpétrés en huit mois dans le territoire de Sange et ses environs (Sud-Kivu). Il a livré ces chiffres au cours d'une conférence de presse tenue, lundi 10 août, dans la cité de Sange.

Sorti de prison, Jean-Bertrand Ewanga appelle à l'alternance démocratique. Libéré il y a dix jours de la prison de Makala où il a purgé une peine de douze mois pour offense au chef de l'Etat, le secrétaire général de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Jean-Bertrand Ewanga, a appelé lundi 10 août à l'alternance démocratique en RDC. Au cours d'un point de presse à Kinshasa, il a aussi évoqué ses conditions de détention à la prison de Makala qu'il qualifie de «mouroir». «Ce point de presse intervient plus de 10 jours après que j'ai totalement purgé la peine injuste qui m'a été infligée sans motif valable dans le but d'intimider l'opposition et tout notre peuple dans son combat pour l'alternance pacifique et démocratique qu'impose la Constitution et les lois de la République», a affirmé Jean Bertrand Ewanga qui se dit calme et serein après sa libération. Le secrétaire général de l'UNC indique que la dynamique pour l'unité d'action de l'opposition, plate-forme à laquelle appartient l'UNC son parti, va accentuer la pression qu'elle exerce déjà sur le pouvoir en place pour que le pays accède à la culture d'alternance démocratique. Selon lui, cette alternance doit se concrétiser à travers la tenue, dans les délais constitutionnels, de l'élection présidentielle libre et transparente. Jean-Bertrand Ewanga a aussi dénoncé la convocation d'une deuxième session extraordinaire au Parlement, en violation, dit-il, de certaines dispositions de la Constitution, sans les citer. Il a également déploré le manque d'indépendance de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qui favoriserait, selon lui, «une certaine classe politique». Evoquant son séjour en prison, il a qualifié Makala de «mouroir» où se font «de violations manifestes» du code pénal, promettant de publier un livre sur les conditions de vie dans cette maison carcérale. Jean-Bertrand Ewanga a été arrêté en août 2014, au lendemain d'un meeting populaire de l'opposition tenue à la place Sainte Thérèse à Kinshasa. (Radio Okapi)

RDC : la SCTP réhabilite la voie ferrée Kinshasa-Matadi. La Société commerciale des transports et ports (SCTP) a réhabilité il y a peu la voie ferrée Kinshasa-Matadi. Avec cette réhabilitation, le train voyageur régulier entre ces deux villes reprendra ses activités à partir du 22 août, a annoncé lundi le directeur général de cette entreprise de l'Etat, Kimbembe Mazunga à Radio Okapi.

Mardi 11 août.

Bukavu: une ONG préconise des pauses «allaitement » pour les travailleuses. La semaine mondiale de l'allaitement maternel a commencé. L'occasion de se pencher sur l'action de l'association MOC, qui s'intéresse aux femmes en phase d'allaitement et qui travaillent. L'ONG préconise une à deux heures de pause hebdomadaire pour les femmes en phase d'allaitement.

La Zambie et la RDC abolissent leurs frontières douanières. La Zambie et la République démocratique du Congo (RDC) signent un accord commercial bilatéral qui abolit les droits de douane à travers leurs frontières communes. Selon le magazine Manager du lundi 10 août, cet accord permettra à chacun de deux pays voisins d'importer les produits sans payer les droits de douane.

Goma : conflit foncier entre la chefferie de Bukumu et des familles d'anciens combattants. Environ 2000 familles d'anciens combattants accusent la chefferie de Bumuku, dans le quartier Mugunga de Goma (Nord-Kivu), et le Mwami Butsitsi de leur avoir spolié « au moins 500 parcelles » qui leur avaient été octroyées en 2003 par le gouvernement provincial.

RDC: le projet de loi sur la répartition des sièges adopté au Sénat. Le Sénat a adopté le projet de loi sur la répartition des sièges aux élections municipale, urbaines et locales, au cours de la seconde session extraordinaire, convoquée mardi 11 août à Kinshasa. Septante-sept sénateurs ont approuvé ce projet de loi sur le cent huit que compte la Chambre haute du Parlement au cours d'une plénière qui n'a duré qu'une dizaine de minutes. Le vote de ce texte devrait permettre à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) d'organiser les élections locales en octobre 2015, selon son calendrier électoral global publié en février dernier.

Transports : une nouvelle liaison en autocar relie Lubumbashi à Uvira. Classic Coach, première compagnie de bus à utiliser la route nationale n°5, réhabilitée, a lancé sa liaison entre Uvira, au Sud-Kivu, et Lubumbashi, au Haut-Katanga. Le trajet routier, auparavant segmenté et long de 14 jours, est maintenant de 4 jours.

Lualaba: les miliciens incendient une dizaine de maisons à Sandoa. Les miliciens ont incendié une dizaine de maisons et pillé des biens de la population, dans la nuit du 9 à lundi 10 août, dans la cité de Sandoa dans la province du Lualaba. L'administrateur du territoire de Sandoa, Delphin Diombe, attribue ces actes de violence à ses détracteurs politiques.

Dialogue politique : une plateforme de l'opposition souhaite la médiation internationale. Le Front populaire contre la révision constitutionnelle tient à un dialogue politique en RDC avec une

médiation internationale. Le modérateur de cette plate-forme politique de l'opposition, Lisanga Bonganga, l'a déclaré lundi 10 août à Kinshasa. Cette plate-forme estime que le pays traverse une crise politique liée aux problèmes de financement, de calendrier électoral et à la sécurisation des élections. Face à cette situation, un dialogue sérieux est nécessaire entre les acteurs politiques de l'opposition et ceux de la majorité présidentielle sous les bons offices des Nations-Unies, et non avec la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), soutient cette plate-forme. Depuis l'annonce éventuelle d'un dialogue politique en RDC après les concertations nationales, deux tendances se dégagent. L'une souhaite que ce dialogue soit organisé sous l'égide de la communauté internationale, alors que l'autre pense qu'il doit être présidé par des congolais. (Radio Okapi)

RDC : Lucha sans nouvelle d'un de ses activistes depuis 3 jours. Le Mouvement citoyen pour le changement (Lucha) est sans nouvelle de l'un de ses activistes, Bienvenu Matumo Musangalusa, depuis le week-end dernier. Cette situation inquiète les membres de ce mouvement, a affirmé mardi 11 août à Radio Okapi, Luc Nkulula, activiste de Lucha.

Maniema : 25 000 déplacés en provenance de Shabunda veulent s'installer à Pangî. Six mille huit cent-deux ménages déplacés venus de Shabunda, au Sud-Kivu, souhaitent s'installer dans les villages de la Cité de Kakutya et Kalima, en territoire Pangî, dans la province du Maniema. Les ménages, qui comptabilisent environ 25 000 personnes, ont fui les affrontements entre les fractions rivales des Raïa Mutomboki. Ces déplacés viennent des villages de Lulingu, Malimba, Tchampundu, Kyabugili, Mizi, Mikuba, Kyamulungu, Kasese, entre autres.

Le Bureau local des Affaires sociales, d'Action humanitaire et de Solidarité Nationale a demandé une assistance urgente en articles ménagers essentiels et en kits abris. Pour les humanitaires, le territoire de Pangî est une zone d'accueil par excellence pour ces personnes. Mais l'autorité provinciale souhaite que les déplacés sollicitent individuellement l'intégration locale plutôt qu'une intégration collective. (Radio Okapi)

Mercredi 12 août.

Loi sur la répartition des sièges: Jacques Djoli dénonce une session irrégulière au Sénat. À l'issue du vote mardi 11 août de la loi sur la répartition des sièges au Sénat au cours d'une seconde session extraordinaire, Jacques Djoli, sénateur MLC (Mouvement de libération du Congo), a dénoncé «une session irrégulière», à laquelle les sénateurs de l'opposition ne pouvaient pas participer. Intervenant au cours de l'émission « Dialogue entre Congolais » sur Radio Okapi, il a affirmé que les opposants ne peuvent pas cautionner cette forme de «tragédie-comédie». S'appuyant sur l'article 116 de la constitution, Jacques Djoli estime qu'on ne peut pas convoquer la session extraordinaire [pour la seconde fois] « de cette manière cavalière et arriver à ce résultat spectaculaire ». « À la rigueur, si on n'estime qu'il y avait une loi qui n'ait pas été votée ou qu'une matière soit restée non vidée, c'est le règlement intérieur qui le dit : cette matière est renvoyée à la session ordinaire comme arriéré législatif », a-t-il poursuivi.

Kamina: le personnel de santé lance un «appel pour sauver la population de Kinda». Le médecin chef de la zone de santé de Kinda, à 65 kms au sud de Kamina, dans la nouvelle province du Haut-Lomami, a dénoncé ce mardi 11 août à Radio Okapi le manque d'infrastructures des centres de santé de sa zone. Le docteur Benjamin Kavula « lance un appel aux gens de bonne volonté pour sauver la population de Kinda, qui se meurt! ».

Santé: 30 400 personnes soignées grâce au projet PROSANI. Cinq ans après avoir été lancé, le Projet de Santé Intégré (PROSANI), programme de santé publique financé par l'USAID à hauteur de 143 millions de dollars, a été clôturé ce mardi 11 août à Bukavu, lors d'une cérémonie de fin de projet. Selon le directeur du projet, Ousmane Faye, 30 400 vies ont pu être sauvées en cinq ans dans 80 zones de santé (ZS) réparties dans les provinces de l'ex Kasai-Oriental, ex Kasai-Occidental, ex-Katanga et du Sud-Kivu.

Ituri: trois morts à la suite des morsures des chiens enragés. Trois personnes sont décédées sur les onze mordues par des chiens enragés dans la zone de santé de Rety, en territoire de Djugu, situé juste au Nord de Bunia, dans la province de l'Ituri. Le dernier décès a été enregistré lundi 10 août courant. Parmi les victimes, une fille de 5 ans et un garçon de 12 ans. Ce qui porte à plus de dix le nombre de personnes décédées par morsure des chiens dans cette province.

Ex-Equateur: les nouvelles provinces exhortées à canaliser leurs recettes à Mbandaka. Le gouverneur par intérim de l'ex-province de l'Equateur, Sébastien Impeto demande aux nouvelles provinces issues de l'Equateur à transférer les recettes de l'Etat à Mbandaka, en attendant l'installation

de nouveaux gouverneurs. Ils s'exprimait à l'issue d'un conseil des ministres tenu mardi 11 août à Mbandaka.

Goma : un incendie fait 1 mort et d'importants dégâts matériels. Un incendie s'est déclaré mardi 11 août dans la nuit au centre commercial du quartier Birere, faisant un mort et d'énormes dégâts matériels. L'origine de l'incendie demeure inconnue. Le feu serait parti d'un commerce avant de se propager à d'autres bâtiments. Des témoins rapportent que l'intervention d'un véhicule anti-incendie de la Monusco, arrivé peu après le début du drame, a permis de limiter les dégâts.

RDC: l'ONU très préoccupée par la disparition d'un militant de Lucha à Kinshasa. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'Homme (BCNUDH) a déclaré mardi être très préoccupé de la disparition depuis samedi à Kinshasa d'un militant du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha). Le BCNUDH a reçu l'information [sur] la disparition de Bienvenu Matumo et nous sommes très préoccupés, a déclaré à l'AFP le directeur du BCNUDH en République démocratique du Congo, José Maria Aranaz. On espère le retrouver le plus tôt possible et s'il est arrêté, on espère qu'il y aura une explication justifiant cette décision, a-t-il ajouté, soulignant que son bureau cherchait à savoir si M. Matumo, l'un des diplômés de la première promotion de la nouvelle École Nationale d'Administration (ENA-RDC), avait été arrêté ou non par les services de sécurité.

Selon un communiqué de Lucha, basé à Goma, capitale de la province du Nord-Kivu (Est), M. Matumo a disparu samedi après avoir participé à une réunion organisée par le Parlement des Jeunes autour du concept de la citoyenneté. Le texte précise qu'il avait reçu la semaine dernière des appels suspects. (Romandie)

Le Pam et la LWF démentent les accusations de détournement des vivres des déplacés. Le bureau provincial du Programme alimentaire mondial (Pam) au Nord-Kivu a démenti, mardi 11 août, dans un communiqué les « allégations incriminantes du président de la société civile du territoire de Lubero » concernant le prétendu détournement de près de 30 tonnes de vivres destinés aux déplacés. Dans son communiqué, le Pam indique qu'il n'avait aucun de ses agents ni de ses camions lors de la distribution de vivres à Kirumba qui s'est déroulée du 31 juillet au 2 août 2015, au cours de laquelle le représentant de la société civile a jugé qu'il y avait eu détournement. Or, continue le communiqué, « c'est une pratique courante pour le PAM de recourir à des partenaires pour transporter et distribuer ses vivres ». « Les éléments de cette enquête interne confirment également que ces allégations de détournement et de vente de vivres sont non fondées car toutes les distributions ont été effectuées conformément aux procédures », peut-on également lire dans le communiqué du Pam. (Radio Okapi)

Journée de la jeunesse : lancement de la 3ème Formation des entrepreneurs du Proyen. Le Programme national pour l'emploi des Jeunes (Proyen) a lancé mercredi 12 août, à l'occasion de la journée internationale de la jeunesse, la 3ème édition de la Formation des jeunes leaders en entrepreneuriat et gestion des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

RDC : Bienvenu Matumo de Lucha libéré après sa détention par les services de sécurité. L'activiste du Mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) a été libéré mercredi 12 août, a annoncé une dépêche de l'Agence France presse (AFP). Ce militant des droits de l'homme a été porté disparu depuis samedi dernier. Il a affirmé qu'il était détenu par les services de sécurité de la RDC. « Après deux interrogatoires, ils [les agents de service de sécurité] m'ont appelé ce mercredi vers 14h30 pour me dire que c'était par erreur qu'on m'avait arrêté et que je n'avais aucun problème », s'est confié Bienvenu Matumo à l'AFP. Il a affirmé qu'il n'a pas été torturé, précisant tout de même qu'il a été interrogé sur ses liens avec Fred Bauma, un autre militant du mouvement Lucha, arrêté depuis le 15 mars dernier avec une trentaine de personnes qui participaient à une rencontre sur la bonne gouvernance organisée par Filimbi, qui se présente comme un collectif de mouvements d'éducation à la citoyenneté, non-partisan et non-violent. (Radio Okapi)

Jeudi 13 août.

Ituri: médicaments et aliments avariés en circulation sur le marché. Les médicaments périmés et des aliments avariés circulent sur le marché de Bunia en Ituri. Le médecin chef de la division provinciale de la Santé en Ituri, Dr Louis Tshulo a lancé l'alerte mercredi 12 août, sur la base des résultats d'analyse de l'Office congolais de contrôle (OCC), affirme-t-il.

Mongala: un enfant meurt de malnutrition tous les deux jours à Binga. La malnutrition tue « un enfant chaque deux jours » dans la zone de santé de Binga, à 115 kilomètres de Lisala, dans la nouvelle province de la Mongala. Selon le responsable de la nutrition de la zone de santé, Charles

Epombo, une centaine d'enfants âgés de moins de cinq ans est concernée par le phénomène de malnutrition, et le personnel de l'hôpital s'estime démuné face au problème.

Kinshasa: recrudescence des agressions sur les cambistes. L'association la Voix des Sans Voix (VSV) a dénoncé mardi 11 août dans un communiqué l'insécurité qui entoure les « cambistes », les changeurs de monnaie, dans la capitale kinoise. Dimanche 9 août dernier, un nouveau cambiste a été attaqué « sauvagement » jusqu'à ce que mort s'en suive dans la commune de Ngaliema, selon un responsable de VSV.

Une centaine de dossiers en attente de jugement depuis 2 ans au TGI de Kamina. Une centaine de dossiers sont en attente de jugement depuis vingt-quatre mois au Tribunal de grande instance de Kamina dans province du Haut Lomami. Le juge président de ce tribunal, Freddy Boyeye, a déclaré mardi 11 août que sa juridiction ne siégeait plus faute de juge assesseur. Ces dossiers en souffrance, relatifs aux affaires de viol sur mineur, d'assassinat et de vol qualifié, sont consignés au greffe du tribunal.

Haut Uélé : un mort et un blessé dans une attaque des présumés LRA à Niangara. Une personne a été tuée, une autre blessée dans la nuit de vendredi 7 à samedi 8 août à Niangara, province du Haut Uélé, dans une attaque que des sources locales attribuent aux présumés membres de la rébellion de la LRA (Armée de résistance du seigneur). Cinq autres personnes ont été enlevées au cours de cette attaque.

Pluie torrentielle à Kisangani: trois morts. Trois personnes sont mortes jeudi 13 août à Kisangani à la suite de la pluie torrentielle qui s'est abattue dans la ville dans la matinée. De nombreux dégâts matériels sont également enregistrés, notamment l'écroulement des maisons. La plupart des dégâts sont enregistrés dans trois des six communes que compte la ville.

Conflit Bantous-Pygmées au Tanganyika: ouverture d'un procès contre 34 personnes. La Cour d'appel de Lubumbashi a ouvert mercredi 12 août un procès contre 34 prévenus supposés auteurs de « crimes de génocide » dans le conflit intercommunautaire opposant depuis 2013 Bantous et Pygmées, dans la nouvelle province du Tanganyika. Les prévenus comparaissent pour meurtre, viol et incendie de maisons, et « crimes de génocide ».

RDC: la rougeole fait des centaines de morts. Plusieurs centaines de décès supplémentaires dus à la maladie n'ont sans doute pas été enregistrés comme tels en raison des difficultés à atteindre certaines zones touchées, a précisé le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'Onu dans un projet de rapport sur cette épidémie, la plus grave dans la région depuis 2010-2011. "L'épidémie de rougeole dans la province du Katanga ne fait qu'empirer et gagner du terrain", souligne le rapport. L'OCHA estime que plus de 2,4 millions de dollars (2,1 millions d'euros) sont nécessaires pour organiser une campagne de vaccination et traiter les personnes déjà infectées. (Le Figaro)

Kalima : une ONG sensibilise sur la prévention des conflits électoraux. L'ONG Prévision Perspective Electorale (PPE) a sensibilisé mercredi 12 août les autorités politiques, administratives et des membres de la société civile de Kalima, dans la province du Maniema, sur le civisme électoral. Le but : les préparer à prévenir les conflits avant, pendant et après les élections en RD Congo. Pour Crison Joseph Mongo, consultant à l'ONG PPE, la rencontre visait à « former, conscientiser et préparer le peuple à vivre les élections transparentes et conscientes pour ne plus retomber dans les erreurs du passé ».

RDC : les autorités encouragent les employeurs à aménager des espaces pour l'allaitement maternel. Le ministre de la Santé a appelé tous les employeurs de la RDC à prendre en compte les droits des bébés « à se nourrir sainement aux laits de leurs propres mamans ».

RDC: atelier pour une stratégie nationale de développement des PME à Kinshasa. Deuxième édition de la rencontre citoyenne de Kinshasa, le 16/07/2015 lieu d'exposition des produits fabriqués localement par des petites et moyennes entreprises. Radio Okapi/Ph. John Bompengo. Le ministère des PME et le PNUD ont organisé mercredi 12 août un atelier pour l'élaboration d'une stratégie nationale de développement des PME. L'objectif : impliquer toutes les parties prenantes et réfléchir sur l'état des lieux du secteur des PME afin de promouvoir leur émergence. Pour André Dodo Balu, président de la Confédération des PME congolaises (COPEMCO), il faut d'abord réunir des conditions pour que les PME puissent avoir une importance dans l'économie congolaise. Parmi elles, M. Balu « exhorte le gouvernement à insérer dans le budget annuel de l'État une ligne budgétaire d'appui aux Petites et Moyennes Entreprises ». Dans les 17 conditions sine qua non du développement des PME, il préconise de même « l'application sans failles de la réglementation et des dispositions légales

concernant les petits commerces et les commerces illégaux. » « Aussi, l'élaboration d'une politique pour faciliter la transition d'une économie informelle vers une économie formelle au lieu de mettre sur pieds une politique répressive en extorquant et en détruisant des kiosques et les étals et en détruisant leurs marchandises est essentielle », a-t-il ajouté. (Radio Okapi)

Lac Edouard : un accord d'exploitation conclu entre les pêcheurs ougandais et congolais. Les pêcheurs congolais, ougandais, et les autorités des deux pays ont conclu le 11 août à Beni un accord bilatéral sur l'exploitation conjointe des ressources du lac, qui est situé à la frontière entre Ouganda et RDC. Pour le ministre provincial du Nord-Kivu, Nzanzu Kasivita, l'accord était nécessaire. « La problématique est, certes la gestion des ressources halieutiques du lac, mais aussi les frontières. La frontière entre Ouganda et RD Congo est au milieu du lac, et donc parfois les pêcheurs ougandais sont dans les eaux territoriales congolaises, et inversement», a-t-il notamment déclaré. Depuis plusieurs années, un conflit territorial oppose les pêcheurs des deux pays, victimes d'arrestations récurrentes car pêchant dans des eaux qui ne sont pas territoriales à leur pays. Deux commissions, une congolaise et l'autre ougandaise, constituée de 15 personnes chacune, avaient été en conséquence mises en place jeudi 2 juillet en Ouganda. Ces commissions avaient trente jours pour évaluer l'application des lois des deux pays en matière de la pêche et proposer des solutions aux conflits récurrents opposant les pêcheurs de deux pays autour du partage des ressources halieutiques du lac Edouard. « C'est la raison pour laquelle nous avons décidé que nous devons accepter conjointement l'exploitation des ressources du lac, mais dans le respect des réglementations de chaque pays », a conclu le ministre, joint par téléphone par Radio Okapi. (Radio Okapi)

Dungu : six officiers militaires sud-soudanais gardés à l'Etat-Major des FARDC. Six officiers militaires sud-soudanais qui ont fui les affrontements armés dans leur pays sont gardés depuis près de deux semaines à l'Etat-Major des Forces armées de la RDC (FARDC) à Dungu, dans la province de l'Ituri, a déclaré jeudi 12 août le Général Jean-Pierre Bongwangela, commandant de la 32e Région militaire. Des mesures ont été prises pour «interpeller et désarmer » les militaires sud-soudanais qui tenteraient de traverser la frontière, a souligné ce haut responsable militaire.

RDC : Henry Mova s'engage à restaurer l'identité du PPRD. Le secrétaire général du parti présidentiel désigné en mai dernier compte "crédibiliser l'image du parti, pérenniser son action et assurer son autonomisation socioéconomique".

Vendredi 14 août.

La Prospérité : «Pour fautes lourdes: Gizenga exclut Muzito du Palu». La Prospérité titre à la Une ce vendredi sur l'exclusion de l'ancien Premier ministre Adolphe Muzito de son parti le Palu. Il a été exclu par le chef du parti, Antoine Gizenga, ancien chef du gouvernement à qui M. Muzito avait succédé. La décision, lourde des conséquences pour celui qui était considéré jusqu'ici comme le Dauphin de Mbuta Gizenga est tombée, comme un couperet, le mercredi dernier. A en croire le quotidien, il est reproché à Adolphe Muzito « des fautes lourdes, passibles de la peine d'exclusion définitive ». On peut lire dans les colonnes de La Prospérité le communiqué du Palu, annonçant l'exclusion de Muzito. On y découvre notamment que l'ancien Premier ministre a été exclu pour avoir notamment « organisé des tribunes au sujet du fonctionnement de la République », « créé le Muzitisme doctrine inconnue au Palu », « usurpé le pouvoir de la Direction du parti et insubordination et non-respect des directives ». Autant de « fautes lourdes passibles de la peine d'exclusion définitive ». Le journal se projette déjà vers la prochaine présidentielle, indiquant que pressenti jusqu'il y a peu candidat Palu à cette élection prévue en 2016, Muzito devra, si du moins il y tient, se présenter en indépendant ou porter les couleurs d'une autre formation ou coalition politique. Le quotidien croit savoir que l'ancien Premier ministre, « ambitieux, intelligent et expérimenté, ne se laissera pas faire ». (Radio Okapi)

Nord-Kivu : retour au calme progressif à Ntoto après des affrontements entre Mai-Mai. La sécurité se rétablit progressivement à Ntoto dans le territoire de Walikale au Nord-Kivu. C'est ce qu'ont constaté le commandant de la force de la Monusco et son adjoint après des missions de supervision effectuées mercredi et jeudi 13 août dans cette localité qui a été le théâtre des affrontements entre deux groupes Mai-Mai la semaine dernière. Pour le commandant adjoint de la force de la Monusco, le général Jean Baillaud, ce retour progressif au calme est consécutif à la réimplantation de la base mobile temporaire des casques bleus de la Monusco à Ntoto depuis samedi dernier.

Pluies à Kisangani : 4 morts, selon le maire. Le maire avance également le bilan d'une centaine de maisons inondées.

Lubumbashi: début de l'opération d'enregistrement des réfugiés burundais. La Commission Nationale pour le Réfugiés (CNR), a démarré ce jeudi 13 août, l'enregistrement biométrique des ressortissants burundais vivant à Lubumbashi, dans le Haut-Katanga. Cette opération se déroule devant le bureau du Haut-commissariat des nations unies pour les réfugiés (HCR), et concerne 850 Burundais, qui ont souhaité rester à Lubumbashi.

La société civile de Mahagi réfléchit aux défis de la nouvelle province de l'Ituri. Depuis jeudi 13 août, la société civile du territoire de Mahagi organise un atelier intitulé « le territoire de Mahagi face aux enjeux et défis de la province de l'Ituri ». L'objectif, selon le président de la société civile Dieu Merci Degole, est de « conscientiser la communauté de Mahagi sur sa participation à la gestion de la chose publique, pour favoriser le développement de leur territoire et de la nouvelle province de l'Ituri ». Sur le plan sécuritaire, les participants ont abordé la question liée à l'accord de Ngurudoto entre la RDC et l'Ouganda. Les participants craignent que les problèmes frontaliers de Vura à Aru se déplacent sur le territoire de Mahagi. Ils recommandent notamment que des localités congolaises ne soient pas incluses dans la liste des zones neutres. (Radio Okapi)

Lubumbashi: coupures intempestives d'électricité au centre-ville. Des coupures intempestives d'électricité ont été observées jeudi 13 août à Lubumbashi, chef-lieu de la nouvelle province du Haut-Lomami.

Sud-Kivu: un homme tué lors d'un échange de tirs entre FARDC et bandits armés. Un homme a été abattu jeudi 13 août lors d'un échange de tirs entre des militaires et un groupe de bandits armés à Ondesi Kiliba au Sud-Kivu.

Bunia : 58 jugements rendus par le Tribunal de grande instance de l'Ituri. Le Tribunal de grande instance de l'Ituri (TGI) à Bunia a rendu 58 jugements mercredi 13 août, dont 30 en matière civile sur les conflits fonciers, et 28 en matière pénale. Concernant cette dernière catégorie, le TGI a condamné 20 personnes, et acquitté 8 présumés violeurs faute de preuves. Le président du Tribunal, Fally Wonga Okongo, plaide auprès des autorités pour l'augmentation du nombre de juges pour que le travail soit plus efficace. « Nous pensons que si l'on ajoute un nombre important des juges, nous pouvons encore mieux faire par rapport au travail abattu actuellement », a-t-il indiqué. Le Tribunal de grande instance de l'Ituri à Bunia compte 6 juges dont 4 sont actifs. « Parmi les 4 juges, un a été sanctionné et nous ne sommes qu'à 3 pour l'instant », a-t-il affirmé.

Kasaï-Oriental : une entreprise chinoise étudie le projet de construction d'un barrage hydroélectrique. Une délégation de l'entreprise chinoise CNCE séjourne depuis mercredi 13 août dernier dans la ville de Mbuji-Mayi. Invitée par le gouvernement provincial, sa mission est de collecter les données relatives à la construction de la centrale Hydro-électrique sur la rivière Lubilanji, située à une trentaine de Kilomètres du centre-ville de Mbuji-Mayi. Selon l'inspecteur Wang de la société CNCE, ce projet est faisable et pourrait coûter jusqu'à 400 millions des dollars américains. Il intègre également la construction des routes et des ponts entre la ville de Mbuji-Mayi et le site du barrage. La capacité de production de cette centrale est estimée à près de 40 méga watts. Le projet est une initiative du gouvernement provincial visant à accroître la desserte en énergie électrique dans la ville. (Radio Okapi)

Nord-Kivu : les recettes fiscales augmentent de 13% au premier semestre de 2015. Le Nord-Kivu a collecté des recettes fiscales de l'ordre de 63 milliards de francs congolais (68,4 millions de dollars américains) au premier semestre de 2015, soit une augmentation de 13% comparé à la même période en 2014. Le gouverneur Julien Paluku a salué mercredi 12 août cette performance lors d'une réunion avec les responsables des régies financières de la province. Pour Julien Paluku, ces résultats sont la conséquence de la fin de la guerre. Le gouverneur a tout de même exhorté ces interlocuteurs à faire plus d'efforts pour atteindre 150 milliards de francs congolais (environ 163 millions de dollars américains) de recettes à la fin de cette année. Julien Paluku a cependant évoqué certaines difficultés qui empêchent les régies financières à mobiliser plus de recettes, notamment l'incivisme et la fraude fiscale. Il a aussi déploré le fait que des agents des organismes internationaux ne paient pas certains impôts. (Radio Okapi)

Kinshasa: la réhabilitation du tronçon ferroviaire Gare Centrale-Kintambo piétine. Lancés depuis plus de deux ans, les travaux de réhabilitation de la ligne ferroviaire Gare Centrale-Kintambo dans la ville de Kinshasa n'avancent plus faute de moyens financiers. Le gouvernement de la République n'a débloqué que la somme de 1 513 000 dollars alors que le coût de ces travaux est estimé à 2 300 000 dollars américains.

Palu : Adolphe Muzito suspendu pour trois ans. Le conseil de discipline du Parti lumumbiste unifié (Palu) a suspendu l'ancien Premier ministre Adolphe Muzito pour une durée de trois ans. "Il est

suspendu ou destitué des fonctions qu'il exerce actuellement au sein du parti mais il n'est pas exclu du parti. Il n'y a que le secrétaire général qui, sur les questions graves, politiques et sociales, peut engager le parti. Il délègue ce pouvoir au secrétaire permanent et porte-parole qui peuvent également parler au nom du parti. Les autres membres peuvent engager le parti lorsqu'ils sont autorisés de le faire", a expliqué le secrétaire permanent et porte-parole de ce parti, Makina Malwengi. Contactés, certains membres de la Majorité présidentielle attribuent cette décision aux différentes tribunes que l'élu de Kikwit (Kwilu) a publiées dans les journaux kinois. Selon eux, ces publications mettaient en mal "les intérêts" du Palu et de ses partenaires de la Majorité présidentielle. (Radio Okapi)

Samedi 15 août.

Nord-Kivu: un dialogue social ouvert à Walikale pour restaurer la paix. Le gouvernement provincial du Nord-Kivu organise, depuis vendredi 14 août, un dialogue social à Walikale pour éradiquer l'insécurité dans ce territoire du Nord-Kivu. Placé sous le thème: «Paix et sécurité dans ce territoire», ce forum de trois jours permet aux participants de trouver des voies et moyens pour dissuader les groupes armés qui sèment la désolation et la panique dans le territoire de Walikale. L'insécurité qui couve dans ce territoire a provoqué les déplacements massifs des populations de ce territoire qui ont trouvé refuge notamment à Walikale-centre et dans d'autres parties du Nord-Kivu.

Ex-Katanga: 318 personnes mortes de la rougeole en 7 mois. Trois cent vingt personnes sont mortes entre janvier et juillet de suite de l'épidémie de la rougeole dans l'ex-province du Katanga. Selon le rapport hebdomadaire du Bureau de coordination des affaires humanitaires parvenu samedi 15 août à Radio Okapi, plus de vingt mille cas ont aussi été recensés pendant cette période. Sept nouvelles zones de santé sont aussi affectées par la rougeole dans la ville de Lubumbashi.

Panorama économique: l'Ouganda et la RDC signent un accord d'exploitation des ressources halieutiques. L'émission "Panorama économique" de cette semaine s'ouvre à Beni (Nord-Kivu), où l'Ouganda et la RDC ont signé, depuis mardi 11 août, un accord sur l'exploitation des ressources halieutiques communes sur la lac Edouard.

Nord-Kivu : un pasteur et son épouse assassinés à Rwibiranga. Des hommes armés en tenue civile ont assassiné, vendredi 14 août, le pasteur Safari Barakagira, pasteur de l'Eglise de la 8e CPAC et son épouse, dans la localité Rwibiranga, à Nyiragongo (Nord-Kivu). La société civile de ce territoire qui livre l'information, parle d'un meurtre prémédité. Les victimes ont été tuées devant leur église alors qu'ils se rendaient au culte matinal, à en croire la même source.

Kinshasa: urbanisé et sécurisé, le prix d'enterrement au cimetière « Nécropole » jugé exorbitant. Le cimetière « Nécropole : entre ciel et terre » a déjà accueilli trois mille cinq cents cadavres depuis son ouverture en 2012. Urbanisé, fleuri et sécurisé, ce lieu d'enterrement est très peu fréquenté à cause de son prix hors de la portée de la bourse des Kinois appelés à déboursier entre 1800 et 3600 dollars américains.

Situé dans la commune de la N'sele à l'Est de la ville de Kinshasa, ce cimetière s'étend sur une superficie de plus de 16 hectares. Il est organisé en quartiers séparés par des avenues et compte plus d'une douzaine de quartiers répartis en quartiers populaires, semi-VIP et VIP. Le coût de l'enterrement dans un quartier populaire s'élève à 1800 dollars, 3600 dans quartiers semi-VIP et plus de 6000 dollars dans un quartier VIP. Ce prix comptabilise non seulement l'achat de l'espace mais aussi tous les autres services inhérents dont un caveau carrelé et bétonné, une croix métallique offert par le cimetière, une facilité au recueillement, ainsi que l'entretien régulier de la tombe par les agents du cimetière. (Radio Okapi)

Kalima : la Fec opposée à la suspension de l'exploitation de l'or dans la rivière Ulindi. La Fédération des entreprises du Congo (Fec), du territoire de Pangi au Maniema s'oppose à la décision du Premier ministre de juillet, suspendant l'exploitation de l'or dans la rivière Ulindi. Son président, Féfé Feruzi Mutege, a déclaré, vendredi 14 mai devant la presse, que cette mesure est à la base de la faillite des activités de nombreux opérateurs économiques de Pangi. Il dit craindre que ces opérateurs perdent notamment l'argent prêté aux propriétaires des dragues d'exploitation d'or. Pour le ministre provincial des mines du Maniema, Gédeon Ebembe Mupuka, cette décision est prise pour protéger la population contre la radioactivité.

Loi sur la répartition des sièges : le Sénat n'a violé aucune disposition constitutionnelle, estime Lola Kisanga. La convocation de la seconde session extraordinaire du Sénat n'a violé aucune disposition constitutionnelle, ni celle de son règlement intérieur. Son rapporteur adjoint, Lola Kisanga, l'a affirmé samedi 15 août, au cours d'une conférence de presse organisée à Kinshasa. Cette session a

permis à la chambre haute du Parlement congolais de voter la loi sur la répartition des sièges pour les élections locales, municipales et urbaines le 11 août dernier. Cette même loi n'a pas été adoptée lors de la première session extraordinaire, faute de quorum. Certains opposants et quelques organisations non gouvernementales avaient décrié la convocation de cette seconde session extraordinaire. C'est le cas du sénateur du Mouvement de libération du Cogo (MLC), Jacques Djoli, qui a dénoncé «une session irrégulière et cavalière», à laquelle les sénateurs de l'opposition ne pouvaient pas participer. Il a aussi qualifié le vote de la loi sur la répartition des sièges pour les élections locales, municipales et urbaines de «tragi-comédie». Pour Lola Kisanga, c'est l'urgence législative qui impose la convocation d'une session extraordinaire. (Radio Okapi)